



(N° 176.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1848 — 1849.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 10.

M. JACQUES, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 1. | 2574. | Par pétition du 26 novembre 1846,

Les membres du conseil communal et plusieurs habitants d'Assenede réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir l'exécution pleine et entière de la convention du 20 mai 1843, entre les Gouvernements belge et néerlandais, relativement à l'écoulement des eaux de la wateringue St-Albert. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 2. | 3752. | Par pétition datée de Bruxelles, le 29 mars 1848,

Le sieur Raoux demande que les fonctions de professeur aux conservatoires de musique soient conférées, à mérite égal, aux Belges. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements. |
| 3. | 3939. | Par pétition sans date,

Plusieurs habitants de Gheel prient la Chambre de revenir sur la classification de cette commune parmi les communes d'une population supérieure à 10,000 habitants. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |
| 4. | 3921. | Par pétition datée de Chimay, le 30 avril 1848,

Plusieurs électeurs du canton de Chimay demandent une nouvelle répartition des conseillers provinciaux. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur. |

5. 1045. Par pétition datée de Malines, le 15 juin 1844,
Des hôteliers, restaurateurs et aubergistes à Malines réclament contre l'établissement d'un restaurant dans la station du chemin de fer de cette ville. — Concl. — Ordre du jour.
6. 3958. Par pétition datée d'Audenarde, le 7 mai 1848,
Les notaires de l'arrondissement d'Audenarde demandent qu'il soit interdit aux agents d'affaires de procéder à des ventes publiques d'immeubles, rentes et créances. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
7. 2943. Par pétition datée du 28 février 1847,
Les bourgmestres du canton d'Oordegem prient la Chambre de leur faire obtenir du Gouvernement un nouveau crédit pour mesures relatives aux subsistances. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
8. 3774. Par pétition datée de Tournay, le 1^{er} avril 1848,
Le sieur Delneste demande que, dans les bureaux des hypothèques, on mette plus de célérité à l'expédition des pièces. — Concl. — Ordre du jour.
9. 3878. Par pétition datée de Charleroy, en avril 1848,
Plusieurs pharmaciens dans l'arrondissement de Charleroy demandent l'établissement d'un jury central d'examen pharmaceutique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
10. 3860. Par pétition datée de Gembloux, le 17 avril 1848,
Les habitants de Gembloux se plaignent de l'augmentation d'impôt qui est exigée des patentables de cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
11. 3835. Par pétition datée de Bruxelles, le 11 avril 1848,
Quelques habitants de Bruxelles demandent que les employés de l'État soient tenus à porter l'uniforme de leurs grades. — Concl. — Ordre du jour.
12. 3960. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 mai 1848,
Le sieur Delestré propose de frapper du droit d'un franc tout pied d'arbre se trouvant à une distance rapprochée d'une récolte. — Concl. — Ordre du jour.
13. 4283. Par pétition datée de Watermael-Boitsfort, en décembre 1848,
Le conseil communal de Watermael-Boitsfort demande

que le trésor remette à cette commune le montant des centimes additionnels qu'elle percevait sur la forêt de Soignes avant son acquisition par l'État, et réclame l'intervention de la Chambre pour que le Gouvernement lève la défense faite aux pauvres de chercher dans la forêt des feuilles, de l'herbe et du bois sec. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.

14. 3964. Par pétition datée d'Uccle, le 16 mars 1848,
Plusieurs administrations communales dans la province de Brabant demandent que le Gouvernement permette à leurs administrés, moyennant une indemnité, de couper les herbages et d'enlever les feuilles dans la forêt de Soignes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
15. 3972. Par pétition sans date,
Plusieurs habitants de Seneffe, Feluy et Bois-d'Haine demandent qu'il soit permis de faire usage de bricoles pour détruire les lièvres. — Concl. — Ordre du jour.
16. 3824. Par pétition datée de Tournay, le 10 avril 1848,
Le sieur Jules Lefebvre demande la révision de la loi sur la chasse. — Concl. — Ordre du jour.
17. 2901. Par pétition datée de Poperinghe, le 22 février 1847,
Les meuniers de Poperinghe demandent que l'administration des douanes retire sa décision en vertu de laquelle tout meunier qui circule avec du grain ou de la farine pour les besoins des habitants est tenu de se pourvoir d'un acquit-à-caution. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
18. 3812. Par pétition datée de Liège, le 7 avril 1848,
Le sieur Musch demande la création de billets hypothécaires. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
19. 3901. Par pétition datée de Grammont, le 26 avril 1848,
Plusieurs cabaretiers à Grammont demandent l'abolition de la formalité du poinçonnage pour les bouteilles, ou du moins qu'il puisse y être suppléé par des bouteilles fabriquées sur un modèle particulier, et qui remplaceraient, suivant les besoins, celles dont ils se servent actuellement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
20. 3902. Par pétition datée d'Arlon, le 28 avril 1848,
Le sieur Boumot, receveur de l'enregistrement à

Arlon, propose de remplacer l'impôt du timbre sur les journaux par des droits sur les ventes publiques de récoltes et bois sur pied et sur les avantages faits à titre de préciput, et demande l'augmentation des droits fixes établis par la loi du 22 frimaire an VII. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances en ce qui concerne l'augmentation des droits fixes.

21. 4006. Par pétition datée de St-Josse-ten-Noode, le 28 juin 1848,
Le sieur Dossche demande que les étrangers cessent d'occuper des fonctions publiques en Belgique et que la naturalisation ne leur soit pas accordée.—Concl.—Ordre du jour.
22. 4004. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 juin 1848,
Le sieur Van Assche réclame contre l'estimation qui a été faite par les experts de la valeur locative de ses propriétés, situées à Molenbeek-St-Jean, et demande la révision de la loi sur l'expulsion des locataires. — Concl. — Ordre du jour.
23. 4124. Par pétition datée de Soignies, le 20 novembre 1848,
Le sieur Dugauquier demande une loi qui fasse cesser toute espèce de cumul de fonctions publiques, qui interdise aux géomètres du cadastre d'exercer pour les particuliers et à tout fonctionnaire public de faire directement ou indirectement le commerce. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
24. 4096. Par pétition datée de Bruxelles, le 14 novembre 1848,
Plusieurs marchands demandent une modification à la loi du 18 juin 1842, en faveur des marchands forains.— Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
25. 3790. Par pétition datée d'Anvers, le 3 avril 1848,
Le sieur d'Henry demande une loi sur la responsabilité des Ministres. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
26. 3786. Par pétition datée de Braine-l'Alleud, le 31 mars 1848,
Plusieurs habitants de Braine-l'Alleud présentent des observations contre l'avis publié par le *Moniteur*, et portant que le Gouvernement exige l'exécution de l'arrêté du 27 prairial an IX, relatif au transport frauduleux des lettres. — Concl. — Ordre du jour.
27. 3899. Par pétition datée de Tournay, le 30 avril 1848,
Le sieur Bricoux soumet à la Chambre des projets de

loi sur l'établissement d'une banque du trésor, qui remplacerait la Société générale, et d'une banque foncière nationale, et des projets de loi d'impôts sur le revenu, sur les funérailles, sur le personnel et sur les titres de noblesse. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements

28. 3898. Par pétition datée de Julémont, le 17 avril 1848,
Plusieurs propriétaires de bestiaux à Julémont demandent la révision de la loi de 1835, sur le bétail, ou l'établissement, dans cette commune, d'une succursale du bureau des douanes. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
29. 3908. Par pétition datée de Charneux, le 15 avril 1848,
Plusieurs habitants de Charneux demandent l'abrogation ou la révision de la loi du 31 décembre 1835, sur le bétail. — Concl. — Ordre du jour.
30. 4150. Par pétition datée de Vilvorde, le 2 juillet 1848,
Les bouchers et plusieurs habitants de Vilvorde demandent l'abolition du droit d'octroi sur la viande. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
31. 3994. Par pétition datée de Frameries, le 26 juin 1848,
Plusieurs habitants de Frameries demandent que l'administration communale ne soit pas autorisée à maintenir le droit d'octroi sur la viande, la bière et le genièvre, qui a été établi en 1846 pour la durée de deux ans. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
32. 4052. Par pétition datée de Tournay, le 26 août 1848,
Quelques habitants de Tournay demandent que les économies à opérer dans l'administration se fassent au moyen de la réduction de l'armée et de la suppression ou de la diminution des traitements élevés. — Concl. — Ordre du jour.
33. 4017. Par pétition datée de Bruxelles, le 4 juillet 1848,
Les sieurs Vanhuysen, Van Campenhout et autres délégués d'une société d'ouvriers, demandent que le Gouvernement fasse exécuter de nouveaux travaux d'utilité publique à l'aide des réductions qu'ils réclament sur les traitements des membres du corps diplomatique et des économies à faire par le retrait de la loi sur les pensions des Ministres. — Concl. — Ordre du jour.
34. 4018. Par pétition datée de Bruxelles, le 1^{er} juillet 1848,
Le sieur Leemans demande une imposition spéciale sur le travail à la mécanique, une augmentation de droits

d'entrée sur les objets ainsi fabriqués, la suppression des adjudications pour les ouvrages publics et du travail industriel dans les dépôts de mendicité ou les maisons de détention. — Concl. — Ordre du jour.

35. 4294. Par pétition datée de Bruxelles, le 14 décembre 1848,
Le sieur Chénédollé demande la suppression des cumuls, un droit d'enregistrement sur les distinctions honorifiques, le payement d'un loyer par tous les fonctionnaires logés dans les bâtiments de l'État, la substitution de jetons de présence à l'indemnité accordée aux Représentans, la réduction du nombre des ingénieurs et la suppression des écoles spéciales. — Concl. — Ordre du jour.
36. 4311. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 décembre 1848,
Le sieur De Chénédollé déclare être étranger à la pétition signée d'un nom semblable au sien et qui a été analysée dans la séance du 15 décembre. — Concl. — Ordre du jour.
37. 4323. Par pétition datée de Namur, le 15 décembre 1848,
Des propriétaires de forgeries au bois, riverains de la Meuse, demandent à être dégrevés de tout impôt sur leurs usines qui chôment depuis plusieurs années. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
38. 4082. Par pétition datée du 1^{er} novembre 1848,
4093.
4197. Les membres de l'administration communale et plusieurs habitants de Montigny-le-Tilleul prient la Chambre de reprendre l'examen du projet de loi sur le notariat et de décréter le libre exercice par arrondissement judiciaire.
Même demande de plusieurs habitants de Marcinelle et de Couillet. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
39. 4066. Par pétition datée de Gheel, le 6 novembre 1848,
Plusieurs habitants de Gheel demandent l'abolition du droit d'octroi sur les boissons et les viandes déclarées soit en consommation, soit en transit. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
40. 4302. Par pétition datée de Wandre, le 14 décembre 1848,
Le conseil communal de Wandre prie la Chambre de rejeter la demande qui a pour objet le démembrement de cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

41. 4293. Par pétition datée de Gand, le 14 décembre 1848,
Le sieur Van Bollé, épicier à Gand, demande que les fonctions publiques soient mises au rabais, sauf aux adjudicataires à justifier des capacités requises; que les fonctionnaires publics soient tenus à rembourser la moitié du traitement qu'ils ont touché ces dix dernières années; que l'indemnité accordée aux Représentants soit réduite au strict nécessaire, et que la ration du soldat subsise une diminution. — Concl. — Ordre du jour.
42. 4020. Par pétition datée de Renaix, le 21 décembre 1848,
Le sieur Missu prie la Chambre de statuer sur sa demande tendant à ce que les étrangers cessent d'occuper des fonctions publiques en Belgique et que la naturalisation ne leur soit pas accordée. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
43. 3580. Par pétition datée de Bruges, le 5 janvier 1849,
Le sieur Van Belleghem réclame l'intervention de la Chambre pour que des poursuites soient dirigées contre des magistrats. — Concl. — Ordre du jour.
44. 3804. Par pétition datée de Bruxelles, le 4 avril 1848,
Le sieur Wargnier demande que le Gouvernement accorde une indemnité aux Polonais qui désirent retourner dans leur patrie. — Concl. — Ordre du jour.
45. 4446. Par pétition datée de Turnhout, le 11 janvier 1849,
Les employés des douanes dans la province d'Anvers demandent à pouvoir être admis à la pension à l'âge de 55 ans et après 25 années de service. — Concl. — Ordre du jour.
46. 4439. Par pétition datée de Wavre, le 27 décembre 1848,
Plusieurs habitants de Wavre réclament contre la répartition des charges pour le service des patrouilles. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
47. 4445. Par pétition datée d'Anvers, le 25 janvier 1849,
Le sieur André demande qu'à l'avenir les maisons de détention et les hospices soient érigées hors de l'enceinte des villes, et de préférence dans les localités les moins peuplées, ou dans les parties du pays où il serait utile de former de nouveaux centres de population. — Concl. — Ordre du jour.
48. 4438. Par pétition datée de Bouillon, le 21 janvier 1849,
Plusieurs membres du conseil communal de Bouillon

demandent qu'il soit ordonné une enquête sur les faits indiqués dans les considérants de l'arrêté royal du 12 janvier, qui décrète une nouvelle traverse dans la ville de Bouillon. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics avec demande d'explications.

49. 4419. Par pétition datée de Bruxelles, le 17 janvier 1849,
Le sieur Lejeune demande qu'il soit fait une retenue de 5 p. % sur les traitements et pensions au-dessus de 2,000 francs, et que les petits propriétaires puissent payer leurs contributions avec les quittances de l'emprunt forcé. — Concl. — Ordre du jour.
50. 4413. Par pétition datée de St-Josse-ten-Noode, le 15 janvier 1849,
Le sieur Allognier soumet à la Chambre le projet d'établissement d'une imprimerie gouvernementale. — Concl. Dépôt au bureau des renseignements.
51. 4344. Par pétition datée de Jurbise, le 20 décembre 1848,
4253.
Le sieur Du Bourg demande que les intérêts des cautionnements soient payés à la date de l'échéance.
Même demande du sieur Martin. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
52. 4403. Par pétition datée du 16 décembre 1848,
Plusieurs maîtres de forges et propriétaires de hauts fourneaux dans l'arrondissement de Charleroy, réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir le rétablissement de la prime accordée par l'ancien tarif des chemins de fer en faveur de l'exportation des fontes, si le Gouvernement n'abolit la surtaxe à laquelle les fontes sont assujetties par suite du nouveau tarif. — Concl. — Ordre du jour.
53. 4405. Par pétition datée de Gosselies, le 6 janvier 1849,
Les sieurs Drion, Limelette et Grothans réclamant contre la surtaxe dont sont frappés les clous par le nouveau tarif des chemins de fer, demandent que l'administration des chemins de fer réduise à 4 fr. 40 c. par 1000 kilogrammes le prix du transport des clous de Gosselies à Bruxelles. — Concl. — Ordre du jour.
54. 4251. Par pétition datée de Corbais, le 6 décembre 1848,
Le sieur Frère, voiturier et fermier de barrières à Corbais, prie la Chambre de modifier les dispositions relatives aux ponts à bascule et demande que le poids des bascules soit le même pendant toute l'année. — Concl. — Ordre du jour.

55. 4329. Par pétition datée d'Anvers, le 2 novembre 1848,
Les capitaines de navires de mer domiciliés à Anvers demandent que le corps de la marine marchande soit exempté du service de la garde civique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
56. 4249. Par pétition datée de Gerdingen, le 30 novembre 1848,
Le conseil communal de Gerdingen présente des observations contre un projet de partage de biens communaux entre les communes de Reppel, Gerdingen, Beek et Brée, et demande que ce partage, s'il était décrété, soit précédé du paiement d'une indemnité à payer à la commune de Gerdingen par celle de Brée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
57. 3863. Par pétition datée de Perwez, le 17 avril 1848,
Plusieurs habitants de Perwez demandent que les électeurs de l'arrondissement de Nivelles, appelés à procéder au choix de représentants ou de sénateurs, puissent se réunir à leur chef-lieu de canton, ou qu'au moins le chef-lieu électoral de l'arrondissement soit transféré de Nivelles à Wavre. Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
58. 4247. Par pétition datée de Bruxelles, le 4 décembre 1848,
La députation permanente du conseil provincial de Brabant demande que les électeurs des cantons de Wavre, Jodoigne et Perwez puissent se réunir à Wavre, pour la nomination des membres des Chambres législatives. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
59. 4007. Par pétition datée de Willebrord, le 25 juin 1848,
Le sieur Janssens prie la Chambre de modifier la législation sur le remplacement militaire. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
- M. TOUSSAINT, 2^{me} rapporteur.
60. 4421. Par pétition datée d'Anvers, le 15 janvier 1849,
Les sieurs Sano, Corr et autres membres de l'association des artistes à Anvers demandent une loi qui garantisse aux artistes peintres la propriété pleine et entière de leurs œuvres. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

61. 4489. Par pétition sans date,
Plusieurs gardes civiques de la ville d'Ath demandent que la garde soit divisée en deux bans et que le premier ban, composé de jeunes gens et de veufs sans enfants de 21 à 36 ans, soit seul astreint, en temps de paix, aux obligations imposées par la loi sur la garde civique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
- M. THIBAUT, 3^{me} rapporteur.
62. 4456. Par pétition datée d'Alveringhem, le 6 janvier 1849,
Plusieurs habitants d'Alveringhem présentent des observations contre la demande qui a pour objet de faire transférer à Dixmude le chef-lieu des arrondissements administratif et judiciaire de Furnes.
Mêmes observations de plusieurs habitants de Stavele, Furnes et des conseils communaux de Moeres, Houthem, Alveringhem, Pollinchove, Adinkerke, Wulveringhem, Bulscamp, Vinchem, Hoogstaede, Oostdunkerke, Isenberghe, Oeren, Steenkerke, Zoetenay, Coxyde, Boits-houcke, Avecappelle, Wulpen, Eggewaertscappelle et Saint-Ricquiers. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
63. 4530. Par pétition datée de Charleroy, le 18 février 1849,
Plusieurs propriétaires et industriels dans l'arrondissement de Charleroy demandent la révision de la loi sur l'enseignement primaire et une loi sur l'enseignement moyen. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
64. 4573. Par pétition datée de Tongres, le 7 mars 1849,
Le sieur Offergelt, ancien receveur des contributions, propose à la Chambre de faire, au Budget de 1850, une retenue proportionnelle sur les traitements et sur les revenus qui s'élèvent à 1,500 francs et au-dessus, ou bien de l'indemniser de la perte qu'il a essuyée dans les remises de son bureau. — Concl. — Ordre du jour.
- M. H. DE BAILLET, 4^{me} rapporteur.
65. 4540. Par pétition datée de Dinant, le 17 décembre 1848,
Plusieurs habitants de la ville de Dinant demandent des modifications à la loi sur la chasse. — Concl. — Ordre du jour.

66. 4537. Par pétition datée de Romezée, le 24 février 1849,
Le baron De Vivario demande qu'il soit pris des mesures pour que les habitants de la campagne obtiennent facilement et à peu de frais l'assistance qui leur est nécessaire en cas de maladie. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
67. 4541. Par pétition datée de Moignelée, le 28 février 1849,
Les membres de l'administration communale de Moignelée demandent une loi qui fixe les délimitations des communes de Lambusart et de Moignelée. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
68. 4538. Par pétition datée de Leuze, le 26 février 1849,
Le sieur Devroede, ancien maître de carrières et entrepreneur de travaux publics, soumet à la Chambre des réflexions sur les travaux de construction et d'entretien des routes pavées et des chemins vicinaux. — Concl. — Dépôt sur le bureau pendant la discussion du Budget des Travaux publics.
- M. JULLIOT, 5^{me} rapporteur.
69. 4590. Par pétition datée d'Alost, le 14 mars 1849,
Plusieurs habitants d'Alost demandent que la garde civique soit divisée en deux bans, et que le premier ban, composé de célibataires et de veufs sans enfants, de 21 à 35 ans, soit seul astreint aux obligations imposées par la loi sur la garde civique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
70. 4587. Par pétition datée de Tessenderloo, le 5 mars 1849,
Le sieur Aerts demande si les docteurs en médecine qui n'ont pas été reçus pharmaciens peuvent délivrer des médicaments dans une localité où se trouve un pharmacien légalement établi. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
71. 4591. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 mars 1849,
Le sieur Perignon demande une loi qui permette l'établissement d'une société anonyme pour l'achat de produits du pays et de propriétés immobilières en Belgique, et leur partage entre les actionnaires, au moyen de tirages au sort. — Concl. — Ordre du jour.
72. 4592. Par pétition datée de St-Mard, le 27 février 1849,
Le sieur Jacques, propriétaire à St-Mard, prie la Chambre de faire obtenir à son fils Jean-Baptiste un congé définitif du service militaire. — Concl. — Ordre du jour.

73. 4597. Par pétition datée de Louvain, le 14 mars 1849,
Quelques habitants de Louvain, mariés ou âgés de plus de 35 ans, demandent à être exemptés du service de la garde civique. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
74. 4598. Par pétition datée d'Andennes, le 12 mars 1849,
Le sieur Brun, notaire à Andennes, demande qu'il soit permis aux notaires de passer un acte en conséquence d'un autre, avant que celui-ci soit préalablement enregistré. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
75. 4601. Par pétition sans date,
Les avoués de Gand demandent la réduction du nombre des avoués. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
76. 4602. Par pétition datée de Gand, le 8 mars 1849,
Quelques habitants du faubourg de Courtrai à Gand demandent une indemnité du chef des dégâts que leur a causé l'explosion d'un des bâtiments de la citadelle de cette ville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
77. 4599. Par pétition datée de Quiévrain, le 15 mars 1849,
L'administration communale de Quiévrain demande le maintien du bureau de douanes établi dans cette commune. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
- M. DESOER, 6^{me} rapporteur.
78. 4536. Par pétition datée d'Anvers, le 27 février 1849,
Le sieur Rabodé, ancien préposé des douanes, demande la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
79. 3081. Par pétition datée de Gand, le 4 décembre 1848,
La dame Van de Weyer, veuve du sieur Bastin, ancien vérificateur des douanes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Ordre du jour.
80. 4250. Par pétition datée de Frameries, le 20 novembre 1848,
Le sieur Brohé, ancien militaire, prie la Chambre de lui accorder une pension. — Concl. — Ordre du jour.
81. 4314. Par pétition datée de Bruxelles, le 7 décembre 1848,
Le sieur Meynders, ancien curé-aumônier, demande la révision de sa pension. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
-